

PETITION DES ETATS GENERAUX DES MIGRATIONS (1600 assos)

Pour signer :

https://www.petitions24.net/je_suis_citoyen_europeen_je_demande_aux_candidats_dadoption_les_12_engagements_pour_une_europe_solidaire_et_fraternelle

Je suis citoyen européen, je demande aux candidats aux élections européennes du 26 mai 2019 d'adopter les 12 engagements proposés par les Etats Généraux des Migrations

(Les Etats Généraux des Migrations, ce sont 1600 associations locales et nationales regroupant plusieurs centaines de milliers d'adhérents- 200 rencontres organisées en 2018 par une centaine d'Assemblées Locales dans 76 départements, 87 cahiers de doléances déposés en préfecture - un manifeste commun qui condamne fermement la loi Asile et Migrations et qui propose une autre politique migratoire pour la France et l'Union Européenne eg-migrations.org)

Les 12 engagements que je demande aux candidats de porter tout au long de leur mandat, s'ils sont élus sont les suivants:

Sauver les migrants, c'est aussi sauver l'Europe

1 Promouvoir et financer uniformément au sein de l'UE, les conditions d'un accueil digne et inconditionnel(hébergement, nourriture, vêtement, santé, langue, accès aux droits et au travail) et une intégration sociale et citoyenne des exilé.e.s avec ou sans papier. La stratégie des États de précariser les migrants au quotidien et de dégrader leurs conditions de vie pour les convaincre de repartir est inadmissible et constitue des freins à l'intégration, à la santé et à la cohésion sociale.

2 Assurer la protection, l'éducation, la formation des Mineur.e.s Non Accompagné.e.s et des Jeunes Majeur.e.s qui arrivent en Europe. Au même titre que celles des jeunes européens.

3 Abroger le Règlement de Dublin et permettre le libre choix du pays où les exilés souhaitent déposer une demande d'asile, conformément à l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Le règlement Dublin délègue la responsabilité de l'examen de la demande d'asile au premier pays qui a accueilli le réfugié. Il confère ainsi aux pays à la frontière extérieure de l'Union Européenne, une responsabilité plus grande dans la gestion des réfugiés et déresponsabilise les pays du Nord, ce qui est source de conflits entre pays européens et favorise la montée des mouvements d'extrême droite. Le système Dublin est coûteux, absurde et inefficace, arrêtons le ballottage stressant et inutile : en 2016 la France a dû accepter le retour d'autant de migrants dublinés qu'elle en a expulsés !

4 Supprimer la répression, le renvoi des migrant.e.s et le renforcement des frontières et promouvoir des voies d'accès légales et sûres au territoire européen pour que les personnes puissent migrer sans risquer leurs vies.

5 Assurer le sauvetage, la protection et la mise à l'abri inconditionnel des exilé.e.s en danger, durant leurs séjours dans les pays européens et les pays, mers ou montagnes qu'ils traversent. Conformément au code international maritime et aux valeurs du secours en montagne, les frontières internes à l'UE doivent être démilitarisées et permettre la libre circulation des personnes au sein de l'UE, tandis que la lutte contre les réseaux de trafics humains doit être renforcée.

6 Harmoniser le droit d'asile par le haut. Le faire respecter par chaque pays au même titre que les grands principes démocratiques que porte l'UE.

7 Approuver et mettre en œuvre le « Pacte Mondial pour des Migrations sûres, ordonnées et régulières » et ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de l'ONU de 2003. Les pays de l'UE doivent les prendre comme références et les considérer comme obligation mutuelle. Les expliquer auprès des populations dans un effort de pédagogie pour accroître la solidarité et la fraternité.

8 Stopper immédiatement tout partenariat d'externalisation des frontières notamment avec les pays non démocratiques (Turquie, Libye, ...). Stopper les accords de réadmission et les chantages diplomatiques indignes. Aujourd'hui, l'UE finance 35 pays pour qu'ils retiennent, chez eux, et refoulent dans leurs pays, les personnes migrantes souhaitant rejoindre l'Europe. L'UE n'est pas regardante sur la manière dont ces pays traitent les migrants : ces 35 pays présentent TOUS des risques élevés pour l'exercice des Droits Humains. Les migrants arrivés difficilement en Europe témoignent des sévices qu'ils y ont subis : camps sauvages sans aucune condition d'hygiène, prisons privées, camps de concentration, racket, torture pour faire payer des rançons aux familles...

9 Stopper la politique de subordination de l'aide au développement aux objectifs anti-migratoires. Arrêter toutes les ventes d'armes et le soutien aux répressions des populations dans les pays que fuient et traversent les exilé.e.s. Consacrer ces budgets au développement international solidaire.

10 Promouvoir de réelles et ambitieuses politiques multilatérales de coopération, d'éducation et de solidarité pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable de l'ONU, pour l'application de la COP 21, pour la formation et l'éducation populaire, pour le développement démocratique, pour la réduction des inégalités, seuls moyens de réduire les facteurs structurels (réchauffement climatique, corruption, autoritarisme, conflits, inégalités croissantes...) poussant les migrants à quitter leur pays.

11 Faciliter les migrations et donner des droits aux réfugié.e.s climatiques, sanitaires et socioéconomiques qui fuient les conditions inhumaines, les inégalités, le manque de santé et d'avenir dans leur pays. Selon le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés le nombre de réfugiés climatiques (essentiellement dans les pays du Sud) sera de 200 à 250 millions d'ici 2050. Les réfugiés « climatiques » et socio-économiques doivent être protégés car ils sont persécutés par des choix qui ne sont pas les leurs, mais ceux des pays et groupes qui dominent l'économie.

12 Protéger les personnes solidaires qui viennent en aide aux migrant.e.s, dans tous les pays membres et dans les pays tiers. Et supprimer le « délit de solidarité » en tout point de l'Union Européenne